

## L'ANCIEN PREMIER MINISTRE FRANÇAIS JEAN-PIERRE RAFFARIN À ALGER

## Ou comment booster la coopération économique bilatérale

**Consacrée à l'examen de plusieurs projets de partenariat en suspens, notamment les dossiers Renault, Lafarge et Total, la visite qu'entame depuis hier à Alger l'ancien Premier ministre français, Jean-Pierre Raffarin, vise à booster davantage la coopération économique bilatérale, voire le développement de l'investissement productif.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - L'envoyé personnel du président français et ancien Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, a entamé hier une visite de travail de deux jours à Alger. Lors de ce déplacement, le quatrième en deux ans, Jean-Pierre Raffarin rencontre notamment le ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement, Mohamed Benmeradi.

Une visite, «un point d'étape», considère l'ancien Premier ministre dans un entretien accordé à nos confrères de TSA. Vouée à booster la coopération économique bilatérale, cette visite permettra aux deux parties de «prendre acte des avancées» et d'examiner les efforts restant à entreprendre». Des avancées ont ainsi été constatées dans la mesure où neuf projets de partenariat, notamment dans l'industrie pharmaceutique (projet de Sanofi Aventis), l'industrie du verre (cession de l'entreprise publique Alver au français

Saint-Gobain) et dans les assurances (implantation d'AXA) ont été concrétisés et sont déjà opérationnels.

En outre, et suite au Forum de partenariat algéro-français organisé en mai 2011 et qui a réuni quelque 146 entreprises françaises et 520 entreprises algériennes, une quinzaine d'accords de partenariat, relève l'envoyé spécial, «sont soit conclus, soit en négociation avancée».

Un bilan annoncé comme «très positif» même si certaines difficultés administratives entravent cette coopération, reconnaît l'envoyé personnel, ou que trois grands projets dans le domaine industriel et pétrochimique restent encore au stade des discussions, voire sujets à blocage. Il s'agit de la réalisation d'une usine de construction automobile de marque Renault (d'une capacité de 75 à 150 000 véhicules), d'un partenariat entre le groupe public algérien Gica et le cimentier français Lafarge, ainsi que

de la réalisation d'un vapocraqueur d'éthane à Arzew entre Sonatrach et Total Pétrochimie.

Certes, les deux parties s'affirment confiantes, au regard des assurances répétées de M. Benmeradi concernant notamment les négociations «à un stade très avancé» sur le projet Renault. Une appréciation que semble partager l'hôte français qui relève que «les discussions avancent à un rythme tout à fait satisfaisant».

Toutefois, Jean-Pierre Raffarin considère «normal que les discussions qui portent sur un très grand nombre d'aspects (développement du tissu de sous-traitants et fournisseurs, le choix du site, le pacte d'actionnaires, le financement du projet...) aient besoin de temps pour aboutir». Et cela même si le choix a porté sur la zone de Bellara, dans la wilaya de Jijel, pour la réalisation de cette usine et où Renault a envoyé une mission technique. Et que, concernant le projet pétrochimique, le ministre de l'Industrie annonce l'entame de négociations sur la rentabilité économique après la finalisation des études sur le potentiel d'éthane. D'autres avancées seront-elles constatées lors de cette visite, ou d'autres discussions, un «travail plus approfondi» et «davantage de



Jean-Pierre Raffarin.

concertation» seront-ils encore nécessaires ? L'ancien Premier ministre français devrait y répondre aujourd'hui, lors du point de presse qu'il animera conjointement avec son hôte algérien. L'opportunité également de faire le point sur d'autres thèmes de coopération, notamment l'employabilité et la formation professionnelle ainsi que le développement de l'entrepreneuriat. Et d'autant que les deux parties veulent renforcer le volet industriel, de manière davantage ciblée et intégrée, de la coopéra-

tion bilatérale, au-delà de l'intensification des échanges commerciaux. Ainsi, la France est actuellement le premier client de l'Algérie et son quatrième fournisseur, avec un volume d'échanges commerciaux entre les deux pays qui a dépassé 13 milliards de dollars en 2011.

En outre, la France est le premier investisseur étranger en Algérie, avec près de 450 entreprises implantées, filiales de grands groupes et de PME avec plus de 130 000 emplois directs et indirects. En ce sens, Mohamed Benmeradi, cité hier par l'Agence nationale de presse, affirme la quête par l'Algérie de relations commerciales et économiques «à moyen et long terme» et basées sur l'investissement productif «sur son sol» et non uniquement sur les importations et les exportations.

A charge, cependant, que toutes les conditions d'attractivité à l'investissement étranger soient réunies, au-delà de la solidité de la situation financière de l'Algérie. En ce sens, la partie française, qui entend s'adapter» aux décisions «souveraines» de l'Algérie, souhaite, au demeurant, l'assouplissement du dispositif en faveur des PME françaises en particulier.

C. B.

SON PARTI (FAN) TIENDRA SON CONGRÈS CONSTITUTIF  
LE 11 FÉVRIER COURANT

## Le profond recentrage de Djamel Benabdeslam

**Le Front de l'Algérie nouvelle (FAN) est loin, très loin, se défend son promoteur, Djamel Benabdeslam, d'être de cette lignée de partis alibis créés juste pour le plaisir de le faire ou pour, crûment dit, meubler une pseudo scène politique à même de faire office de paysage politique représentatif, dans le sillage de cette soudaine disponibilité des pouvoirs publics à, enfin, autoriser la création de nouveaux partis politiques.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - C'est que l'ancien cadre d'Ennahda et d'El Islah dont il assurera, deux ans durant, le secrétariat général avant d'en claquer la porte, a tiré bien des enseignements au long de son militantisme au sein de ces mouvements du camp islamiste. Des enseignements qui lui feront remettre en cause bien des idées et des concepts et qu'il

compte imprégner à son nouveau-né.

Une juste suite pour un parcours long de 30 années jalonnées de hauts et des bas et de bien de leçons.

Pour Djamel Benabdeslam qui animait, ce mercredi, une conférence de presse, les clivages idéologiques n'ont pas raison d'être au vu, dira-t-il, de l'expérience douloureuse qu'a

vécue le pays ces deux dernières décennies. Une longue et sombre période qui doit, selon lui, interpellier toutes les consciences, principalement les classes intellectuelle et politique.

Et à Benabdeslam d'aller au fond de sa pensée, affirmant que tous les partis politiques en activité ou à naître doivent avoir pour référence deux socles qu'aucun n'a le droit de passer outre : la proclamation du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 et l'article 178 de la Constitution.

Autant de référents que son parti naissant fera désormais siens, convaincu que, pour le reste, tout est sujet à compétition entre les divers acteurs politiques et que seules les urnes auront à départager. A propos d'urnes justement et perspective très proche des élections

législatives de mai prochain oblige, le promoteur du FAN, même s'il n'a pas manqué de manifester quelques réserves quant à leur régularité, du fait, dira-t-il, de l'inféodalité de l'appareil judiciaire au pouvoir exécutif. Ceci pour signifier que l'intronisation d'un juge à la tête de chaque commission électorale, qu'elle soit communale, de wilaya ou nationale, est loin de le tranquilliser quant à la régularité du prochain scrutin.

Scrutin à l'occasion duquel Benabdeslam appelle, justement, à une participation citoyenne massive pour, dira-t-il, limiter au maximum les tentatives de fraude et réduire l'abstention qu'il trouve comme le résultat logique de la politique du pouvoir qui a induit un désintéressement criant du citoyen à l'égard de la chose politique.

## Le MSP stigmatisé

Sur un autre registre, Benabdeslam ne manquera pas d'égratigner le MSP dont le retrait tout récent du triumvirat présidentiel n'est qu'une «suppression des quâdate au thé entre les dirigeants des trois partis à l'occasion de leurs sommets semestriels» à l'occasion desquels il se permutaient à la tête de l'Alliance présidentielle.

Benabdeslam trouve incongru ce retrait de l'Alliance tout en se maintenant dans le vrai pouvoir, à savoir le gouvernement. Il se montrera également très réservé à l'endroit de l'appel, par médias interposés, à des listes communes du camp islamiste aux prochaines élections législatives. «C'est juste un effet d'annonce alors que, regrettera-t-il, cette démarche aurait dû être précédée d'un travail de coulisses.»

Le promoteur du FAN dira se consacrer avec son équipe à faire naître leur parti dans les meilleures conditions possibles avec comme toute prochaine étape, le congrès constitutif prévu le 11 février courant.

Un rendez-vous organique qui verra la participation de près de 700 congressistes représentant 46 wilayas, ne restent qu'El Taref et Skikda où des démarches sont en cours pour structurer le mouvement.

Chaque wilaya sera représentée par une délégation de 20 congressistes dont 8 femmes, tiendra à brandir comme un trophée Djamel Benabdeslam pour qui cette politique de quotas pour les femmes dans l'activité politique est loin d'être idoine mais il faut faire avec.

M. K.

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

## Le mouvement Raja veut participer comme observateur

**Le Rassemblement de la jeunesse algérienne pour la solidarité et le développement (RAJA) propose la participation de représentants de la société civile en tant qu'observateurs lors des prochaines élections. Le RAJA attend, pour ce faire, l'aval du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Le RAJA, qui a eu son agrément depuis seulement six mois, espère «donner une nouvelle image de la société civile». L'association se veut être une force de propositions et d'initiatives en particulier envers les jeunes, a indiqué, hier, son président, M. Yahiaoui, lors d'une conférence de presse. C'est pourquoi, le RAJA, qui a tenu son premier conseil national vendredi et samedi derniers, propose la participation de la société civile en tant qu'observateur lors des prochaines élections législatives. S'inspirant des expériences concluantes des pays arabes dans le domaine, elle lance ainsi l'idée de former des observateurs

parmi la société civile. «Nous voulons créer une nouvelle expérience en matière de surveillance des élections en Algérie», a souligné M. Yahiaoui. Laquelle expérience «va donner une crédibilité à ces élections».

Le RAJA, qui attend l'autorisation du département d'Ould Kablia, appelle la société civile à s'associer à son projet. En attendant, l'association, qui se propose d'être le porte-parole des jeunes ne voit pas de raison à ce que le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales s'opposerait à son initiative. «Nous appelons les pouvoirs publics à répondre et encourager cette initiative dont l'objectif est d'instaurer un changement démocra-

tique», a déclaré l'intervenant. D'ailleurs, il compte organiser début mars un colloque international pour expliquer le processus de surveillance et a choisi d'ores et déjà la date du 8 mars prochain pour donner le coup de starter

pour la formation d'un groupe de femmes. L'association ne veut pas encore s'engager dans la politique. Une idée qu'elle n'exclut, cependant, pas pour le long terme.

S. A.

## Six nouveaux partis politiques autorisés à tenir leurs congrès constitutifs

Six nouveaux partis ont été autorisés à tenir leurs congrès constitutifs, a indiqué mercredi un communiqué du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Il s'agit du Front national pour les libertés (FNL - responsable M. Mohamed Zerrouki), le Parti national algérien (PNA - responsable M. Youcef Hamidi), le Mouvement des nationalistes libres (MNL, - responsable M. Abdelaziz Ghermoul), la Parti des jeunes démocrates (PJD - le responsable M. Salim Khelfa), le Parti El Fedjr el Djadid (PFD - responsable M. Tahar Benbaïbeche) et l'Union des forces démocratiques sociales (UFDS - responsable M. Noureddine Bahbouh). Ces nouvelles autorisations s'inscrivent dans le cadre de «la poursuite de l'examen des dossiers de création des partis politiques», déposés au niveau du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, et en application des dispositions de la loi organique n°12-04 du 12 janvier 2012 relative aux partis politiques. Le ministère a rappelé que l'examen d'autres nouveaux dossiers de création de partis politiques est engagé au fur et à mesure de leur finalisation par les membres fondateurs.

APS